



Événement
«C'est un signal majeur envoyé aux marchés»

Christophe Alix
774 words
7 September 2012
Libération
LBRT
5
French

Copyright 2012. SARL Liberation. All Rights Reserved.

L'eurodéputée **Sylvie Goulard** salue la décision de la BCE, qui affirme ainsi son indépendance :

Députée européenne centriste, cofondatrice du groupe Spinelli (avec, entre autres, Daniel Cohn-Bendit) afin de promouvoir le fédéralisme européen, **Sylvie Goulard** a été rapporteure de différents textes sur la gouvernance économique européenne. Elle salue une décision qui montre, dit-elle, que la «Banque centrale européenne [BCE] prend ses responsabilités».

S'agit-il d'une décision historique ?

Ce n'est pas le mot que j'emploierais, dans la mesure où la BCE avait préparé le terrain et reste dans le cadre du mandat qui était le sien. Elle ne s'en affranchit pas en devenant un simple prêteur en dernier ressort puisqu'elle assortit sa décision de rachat «illimité» de dette de contreparties bien précises et valables pour tous. C'est un signal majeur pour signifier aux marchés que l'euro est bien là pour durer, mais également aux pays qui espéraient naïvement pouvoir bénéficier de son aide sans procéder à de sérieux ajustements.

C'est une bonne chose selon vous ?

Cela empêchera les pays de se défausser sur elle. Les pays qui bénéficieront de ce programme devront d'abord en faire officiellement la demande en sollicitant l'assistance du Fonds européen de stabilité financière et, donc, s'engager sur des réformes de fond afin d'assainir leurs finances publiques, le tout sous la supervision du Fonds monétaire international. C'est un garde-fou essentiel à mes yeux et nécessaire pour rendre crédible la stabilité de l'édifice européen.

Cette avancée marque-t-elle une défaite de l'Allemagne ? Mario Draghi a dit qu'il laissait à chacun le soin de deviner d'où provenait la seule voix qui avait voté contre...

Il faut comprendre que ce n'est pas l'Allemagne en tant qu'autorité politique qui a voté contre, mais le représentant de la Bundesbank au sein du directoire - qui n'a pas mandat pour représenter son pays. Il n'en reste pas moins que ce vote a montré l'isolement total de la Banque centrale allemande, étant donné que d'autres pays du nord, comme l'Autriche, la Finlande ou les Pays-Bas, ne l'ont pas suivie. La Bundesbank a pris le risque de défendre des positions très maximalistes et purement idéologiques, et elle a perdu.

Comment expliquez-vous cette perte d'influence allemande ?

Leur problème, c'est qu'ils n'ont pas cherché à proposer la moindre alternative, ce qui revenait à nier un problème de dysfonctionnement des marchés pourtant devenu évident ces derniers mois. La BCE a su jouer un jeu très collectif et s'il y a quelque chose d'historique dans cette décision, ce serait plutôt dans cette quasi-unanimité.

En quoi cela ouvre une nouvelle perspective ?

Ceux qui pensaient qu'il existe une fracture irrémédiable dans la zone euro entre les pays du sud et ceux du nord en sont pour leurs frais. On peut partager, ou pas, l'approche de la Banque centrale européenne, mais elle a clairement affirmé son indépendance en trouvant une voie, étroite, entre ceux qui campaient sur une conception très restrictive, et suicidaire à terme, de sa politique monétaire, et les autres qui la poussaient à ouvrir son parapluie sans réelles contreparties.

Quelle leçon en tirez-vous pour la France ?

La France a un président normal, elle va devoir également se montrer un pays normal. Autrement dit, se plier à la règle définie par la BCE (qui concernera tous les Etats) et engager des réformes profondes, notamment en ce qui concerne la réduction de la dépense publique qui se situe à un niveau anormalement élevé dans notre pays. Certains voisins comme l'Italie ont commencé à le faire et il n'y avait aucune raison à ce qu'ils continuent d'être sanctionnés par des taux anormalement élevés au regard de l'effort qu'ils sont en train de faire.

Des taux plus bas en Espagne ou en Italie signifie-t-il qu'ils vont remonter en France ?

Cette décision ouvre la voie à un rééquilibrage et ce n'est que justice. La France a fini par apparaître, ces derniers temps, comme un placement refuge et a pu bénéficier d'un réel effet d'aubaine en raison du fait que les investisseurs fuyaient l'Espagne ou l'Italie. C'est l'intérêt de l'Europe que les taux se rééquilibrent et qu'ils reflètent mieux la situation économique réelle de ses membres.

La décision d'hier va rendre plus simple la coexistence des peuples en Europe, mais elle va, en revanche, compliquer l'équation française.

Document LBRT000020120907e8970000i